

N° 1

17 NOVEMBRE 1945

15 francs

Bref



L'HOMME QUI...

SPECTACLES

LES PROPOS de JACQUES DUCHESNE

Nous possédons une tradition dramatique moderne ; avec l'Amérique nous sommes encore le pays qui compte sans doute le plus grand nombre d'auteurs dramatiques de talent, nous sommes riches d'inventions. Si nous manquons de grands acteurs et si le niveau moyen du jeu à Paris semble avoir baissé, il apparaît que la jeunesse a poussé sur les planches ces temps-ci un grand nombre d'acteurs nouveaux.

Un auteur optimiste me souffle à l'oreille : « Et les salles ne désespèrent pas, que me parlez-vous de réformes. » Je m'adresse au directeur et à la masse des acteurs et je leur demande ce qu'ils pensent des conditions d'exploitation d'un théâtre aujourd'hui ou des salaires.

★

Je m'adresse aux metteurs en scène et je leur demande s'ils trouvent aisé de recruter une troupe d'acteurs qui aient du talent, de l'organisation, qui soient dévoués à leur métier et qui sachent en même temps se mouvoir et donner valeur aux textes qui leur sont parlés.

Je m'adresse au public de province et aux hommes de théâtre qui s'occupent de lui et je demande au premier s'il lui est permis d'aller au théâtre, s'il est satisfait de ce qu'il y voit, et au second, si l'affluence du public permet à leur exploitation de vivre et de maintenir un répertoire et une troupe de qualité. Je demande à savoir combien de villes en France sont privées de toutes représentations théâtrales.

Je demande enfin si la profession théâtrale est, dans son ensemble, organisée, administrée, conduite d'une façon honnête et entreprenante et si, comme telle, elle fait honneur à notre pays !

Je demande encore, me tournant vers l'avenir, si nous allons reconstruire nos théâtres détruits comme si nous vivions il y a 100 ans ou si nous allons profiter de l'occasion qui nous est offerte pour dresser la maquette d'un théâtre moderne d'où le cadre de la scène sera proscrit pour que soit rétabli le contact entre l'acteur et le public et qu'une convention moderne nourrie de tradition, faite de laquelle notre théâtre risque de dépérir, s'installe peu à peu sur nos scènes.

Nous considérons ce journal comme un honorable moyen d'action : à cette place, au service du théâtre de notre temps, il est à la disposition de tous ceux qui voudront et sauront l'utiliser.

ÉDITION
SPÉCIALE

Bref

SAMEDI 26 JANVIER 1946

2^{me} ANNÉE — N° 11

PRIX : 15 FR\$

L'Homme qui
s'en va

POURQUOI ?



LE MONDE EN BREF



...MAIS AU-DESSUS DES HOMMES, LA RÉPUBLIQUE!

LÉON BLUM défendait, il y a quelques mois, le droit des hommes à l'ingratitude. Pensée profonde, que beaucoup ont mal comprise. Ce qu'il entendait par là, c'est que la reconnaissance des peuples ne se traduit point par le pouvoir — lequel est une charge et non pas une récompense, et ne se justifie que par les services présents.

Devait-on prévoir que notre nation se trouvât un jour dans le cruel embarras de trancher la question soulevée par Léon Blum? De choisir entre ses sentiments et sa conscience, ses souvenirs et ses tendances? C'est possible. C'était même probable. En quittant le gouvernement de propos délibéré, en pleine liberté, le général de Gaulle fait un geste d'une double portée : il pose devant le pays et le parlement un grave problème, mais il évite de le mettre en présence d'un cruel dilemme à plus ou moins longue échéance. En d'autres termes, il les place en face de leurs responsabilités.

Avant de nous demander si cette décision est sage et de chercher à pénétrer les motifs qui l'ont dictée, avant de préciser notre position en tant que citoyens de la IV^e République — je crois que nous avons ici un mot à dire. Les signataires de cet article le diront avec d'autant plus de liberté d'esprit que, depuis leur débarquement en France, ils sont restés indépendants de l'homme qui s'en va et ne lui doivent ni honneurs ni fonctions publiques. Notre éloignement volontaire même autorise notre franchise.

★

L'HISTOIRE seule établira ce que fut le rôle du président de Gaulle. A l'heure où il quitte la lutte, nous voulons rappeler que la France doit beaucoup au général de Gaulle — à cette figure hautaine, peu réductible aux contingences et même aux circonstances, qui sut représenter un

geste et une époque de son histoire. Cela ne peut disparaître. Il a marqué sa place dans nos annales, donné un coup de barre décisif à cette grande et périlleuse aventure qu'est l'histoire de notre peuple.

★

POURQUOI s'écarte-t-il à l'heure où — quoi qu'il en pense — nous sommes encore au commencement de la pente à remonter? Peut-être craignait-il qu'une crise prochaine ne le mît en demeure de prendre, sous la pression des circonstances, une décision qu'il a préféré devancer. Est-ce lui faire injure que de lui prêter la crainte de voir sombrer peu à peu, au milieu des réalités quotidiennes, la popularité qu'un geste héroïque lui avait valu? De supposer que ce caractère altier et peu accommodant hésitait à subir le sort commun de tant d'autres qui doivent, pour servir, encore et toujours, jeter dans la balance leur réputation et leur prestige?

Ce qui importe, c'est que seule la gratitude nous fasse regretter le départ d'un homme qui apparaissait jusqu'ici comme le ciment d'une unité politique difficile. Ce qui importe, c'est que nous n'ayons pas à le regretter pour d'autres raisons : quelles raisons? Il faut ici savoir être franc jusqu'au bout.

Il ne manque pas dans notre pays d'ennemis des institutions parlementaires. Il ne manque pas d'hommes et de forces obscures qui méditent une revanche contre la chute de Pétain, qui songent à un nouveau 6 février 1934. Ne nous y trompons pas : ils n'ont pas désarmé. Et le départ du général de Gaulle, président d'un gouvernement démocratique, peut faire naître dans leur esprit l'espoir d'un retour du général de Gaulle. Ils épieront toutes nos fautes. Ils attendront leur heure. Ils ne quitteront pas la partie. Ils profiteront de tout discrédit qui s'attache-

rait à nos institutions représentatives. Il n'est pas question que le général de Gaulle, après un départ volontairement effacé, tolère leurs manœuvres. Mais ce départ même est une arme dont les forces de la réaction se serviront sans cesse. Il faut s'y attendre. Il faut y être préparé. Il y aura toujours des hommes, et non des moindres, pour espérer que le président de Gaulle n'est parti que pour Tournefeuille et faire croire qu'il y troquera la serge bleue du parlementaire pour la casaque du gentilhomme d'aventures.

★

ET IL NOUS SEMBLE, à nous qui avons si longtemps fait écho à son appel, dans la mesure où sa voix était dirigée contre l'Allemagne et contre Vichy, que nous avons aujourd'hui le droit de donner cet avertissement :

Au delà du regret des hommes, il y a nos institutions. Au delà des souvenirs, il y a notre continuité. Au-dessus des chefs désignés par les circonstances ou leur éclat, il y a le pays. Si notre démocratie française n'était fonction que des hommes ou des groupes, alors il ne nous resterait guère d'espérance.

Pendant des années, la France a vécu d'un espoir auquel il se mêlait inévitablement quelque chose de messianique. Notre pays montrait son courage dans l'action. Il n'avait plus l'occasion de le démontrer dans l'exercice des responsabilités politiques et civiques quotidiennes, les plus ingrates de toutes. La présence au pouvoir d'un gouvernement présidé par l'homme du 18 juin servait le prestige français, mais entretenait aussi ce sentiment que le salut pouvait venir des événements ou des hommes.

★

QUE NOUS le déplorions ou non, cette ère est révolue. Le départ du président de Gaulle consacre un état de fait. La France nouvelle, avec ses insuffisances, ses faiblesses, ses institutions incomplètes, l'amateurisme inévitable de ses hommes nouveaux, est en face d'elle-même — hors des espoirs et des illusions. C'est ainsi qu'elle doit se concevoir, ainsi qu'elle doit lutter. Il faut que les partis qui ont l'honneur redoutable de la représenter et exercent les responsabilités du pouvoir témoignent par leurs actes que la grandeur est l'affaire d'une nation consciente de sa tâche jusqu'au dernier de ses membres. Il faut que l'homme qui succédera à la Présidence s'inspire de l'esprit d'unité française qui domina certainement les actes de son prédécesseur. Il faut que toutes les familles politiques de la nation fassent en sorte de ne jamais prêter le flanc aux attaques des ennemis de nos institutions et de nos lois.

Il faut qu'au-dessus des hommes, il y ait toujours la République — capable de se défendre, capable d'agir, et capable de le faire dans la sauvegarde de ses libertés. C'est la condition suprême d'une victoire démocratique qu'il nous reste encore à remporter.

Pierre BOURDAN
Jacques DUCHESNE
Jean OBERLÉ
André GILLOIS